

Le Secrétaire général

Allocution prononcée devant l'Assemblée générale

New York, le 19 septembre 2017

[Prononcée en trois langues]

Je vous remercie humblement de la confiance que vous avez placée en moi lorsque vous m'avez choisi pour servir les peuples du monde.

« Nous peuples des Nations Unies » et l'Organisation tout entière devons faire face à de graves problèmes.

Notre monde est en difficulté. Des êtres humains souffrent et la colère gronde. L'insécurité gagne du terrain, les inégalités s'accroissent, les conflits se propagent, les changements climatiques s'accroissent.

Les pays sont de plus en plus dépendants les uns des autres sur le plan économique, mais notre sentiment d'appartenance à une communauté mondiale semble s'estomper.

Les sociétés éclatent et les discours politiques se polarisent. La confiance à l'intérieur des pays et entre les pays s'érode sous l'influence de tous ceux qui cherchent à diaboliser autrui et à semer la discorde.

Face aux divisions qui ébranlent notre monde, nous devons agir pour faire régner la paix.

Je suis fermement convaincu qu'ensemble nous pouvons instaurer la paix, rétablir la confiance et bâtir un monde meilleur pour tous.

Je voudrais aujourd'hui mettre l'accent sur sept menaces ou épreuves auxquelles nous devons faire face.

Pour chacune d'elles, les dangers sont indéniables. Mais si nous agissons véritablement comme des nations unies, nous pouvons trouver des solutions.

La première est le péril nucléaire.

Il devrait être impensable que les armes nucléaires soient utilisées par quiconque. Rien ne saurait justifier ne serait-ce que la menace du recours à ces armes.

Or, aujourd'hui, partout dans le monde, les craintes suscitées par les armes nucléaires sont à leur paroxysme depuis la fin de la guerre froide.

La peur est bien réelle. Des millions d'êtres humains vivent dans la terreur des actes de provocation que sont les essais nucléaires et les tirs de missiles de la République populaire démocratique de Corée.

En République populaire démocratique de Corée, ces essais ne contribuent en rien à améliorer le sort de ceux qui souffrent de la faim et subissent de graves violations de leurs droits fondamentaux.

Je condamne ces actes sans appel.

J'engage la République populaire démocratique de Corée et tous les États Membres à se conformer pleinement aux résolutions du Conseil de sécurité.

La résolution [2375 \(2017\)](#), adoptée à l'unanimité la semaine dernière, renforce les sanctions et adresse un message sans équivoque à la République populaire démocratique de Corée pour qu'elle respecte ses obligations internationales.

J'exhorte le Conseil de sécurité à continuer de présenter un front uni.

Ce n'est qu'ainsi que l'on parviendra à dénucléariser la péninsule coréenne et, comme il est affirmé dans la résolution, qu'une solution diplomatique à la crise pourra être trouvée.

La montée des tensions et les erreurs d'appréciation vont souvent de pair. Des propos incendiaires peuvent entraîner des malentendus irrémédiables.

La solution doit être politique et les dirigeants doivent faire preuve de sagesse.

Réagissons! Ne nous laissons pas entraîner dans la guerre.

Plus largement, il faut que tous les pays fassent preuve d'une plus grande volonté d'atteindre l'objectif universel qu'est l'édification d'un monde sans armes nucléaires. C'est aux États dotés d'armes nucléaires qu'il incombe tout particulièrement de montrer l'exemple.

Aujourd'hui, la prolifération représente un redoutable péril et le désarmement est au point mort.

Il faut prévenir la prolifération et promouvoir le désarmement sans plus tarder.

Ces objectifs vont de pair : les progrès dans un domaine entraîneront des progrès dans l'autre.

Permettez-moi d'aborder la menace mondiale qu'est le terrorisme.

Rien ne justifie les actes de terrorisme : ni la cause défendue ni les torts à redresser.

Le terrorisme continue de semer la mort et la dévastation et le bilan ne cesse de s'alourdir.

Le terrorisme détruit des sociétés, déstabilise des régions et nous détourne d'entreprises plus productives.

Les mesures de lutte contre le terrorisme prises aux niveaux national et multilatéral ont permis de désorganiser des réseaux, de reprendre le contrôle de certains territoires, de prévenir des attaques et de sauver des vies.

Mais nous devons aller plus loin. Face au terrorisme, le renforcement de la coopération internationale demeure crucial.

Je remercie l'Assemblée générale d'avoir approuvé l'une de mes premières réformes : je veux parler de la création du Bureau de lutte contre le terrorisme.

L'année prochaine, j'ai l'intention de convoquer la toute première réunion des dirigeants des organismes nationaux chargés de la lutte contre le terrorisme de façon à instaurer un nouveau partenariat international de lutte contre le terrorisme.

Mais il ne suffit pas de combattre les terroristes sur les champs de bataille ni de tarir leurs sources de financement.

Nous devons redoubler d'efforts pour nous attaquer aux racines de la radicalisation, notamment les injustices, réelles ou perçues, les taux de chômage élevés et les problèmes rencontrés par la jeunesse.

Les dirigeants politiques, religieux et communautaires ont le devoir de s'élever contre la haine : ils doivent être des modèles de tolérance et de modération.

Ensemble, nous devons utiliser à plein les instruments des Nations Unies et faire plus pour venir en aide aux survivants.

Nous savons d'expérience qu'il est contreproductif de réprimer à outrance et de prendre des mesures excessivement dures.

Dès que nous nous autoriserons à penser que les violations des droits de l'homme et des libertés démocratiques sont nécessaires pour gagner la bataille, nous aurons perdu la guerre.

La troisième menace est celle que représentent les conflits qui ne sont pas réglés et les violations systématiques du droit international humanitaire.

Nous sommes tous sous le choc de l'escalade brutale des tensions confessionnelles dans l'État rakhine au Myanmar. Poussées par le désespoir, plus de 400 000 personnes ont fui la persécution, la discrimination, la radicalisation et la répression violente, véritable cercle vicieux qui menace la stabilité de la région.

Je prends note de l'allocution faite aujourd'hui par la Conseillère d'État Aung San Suu Kyi, et de son intention d'appliquer le plus rapidement possible les recommandations de la Commission consultative sur l'État rakhine, qui était présidée par Kofi Annan.

Les autorités du Myanmar doivent mettre un terme aux opérations militaires et laisser passer les secours humanitaires. Elles doivent aussi apporter une réponse aux griefs des Rohingya, dont le statut est en suspens depuis trop longtemps.

Personne ne sort vainqueur des conflits d'aujourd'hui.

Que ce soit en Syrie, au Yémen, au Soudan du Sud, dans la région du Sahel ou en Afghanistan, la paix passe exclusivement par des solutions politiques.

Ne nous leurrons pas. Nous ne pourrions pas éliminer le terrorisme si nous ne réglons pas les conflits qui provoquent le désordre où les extrémistes violents prospèrent.

La semaine dernière, j'ai annoncé la création d'un Comité consultatif de haut niveau sur la médiation. Les éminentes personnalités qui le composeront nous permettront de mieux négocier la paix dans le monde.

L'ONU a entrepris de nouer des partenariats plus étroits avec de grandes organisations régionales, telles que l'Union africaine, l'Union européenne, la Ligue des États arabes et l'Organisation de la coopération islamique.

Nous continuons à renforcer et à moderniser le maintien de la paix de façon à protéger les civils et à sauver des vies dans le monde.

Depuis mon entrée en fonctions, je me suis attaché à réunir les parties aux conflits, et ceux qui ont une influence sur elles.

Je fonde de grands espoirs en la réunion qui se tiendra demain au sujet de la Libye.

Le mois dernier, je me suis rendu en Israël et en Palestine. Nous devons sortir de l'impasse dans laquelle se trouve le processus de paix pour éviter que la violence s'intensifie. Nous devons redonner confiance aux peuples. La solution des deux États demeure la seule voie possible. Nous devons nous efforcer de la faire appliquer sans plus attendre.

Permettez-moi de vous parler sans détour : trop souvent, les belligérants sont convaincus que la guerre est la seule réponse.

Ils peuvent se dire prêts à parvenir à un compromis, mais leurs actes démentent souvent leurs propos et montrent qu'ils veulent à tout prix remporter la victoire sur le plan militaire.

Les violations du droit international humanitaire sont monnaie courante et l'impunité règne.

Les civils paient le plus lourd tribut, les femmes et les filles étant soumises à des actes de violence et d'oppression systématiques.

Ce que j'ai vécu dans mon pays et les années passées au service des Nations Unies m'ont prouvé qu'il était possible de tourner le dos à la guerre et de faire régner la paix, de dire non à la dictature et de faire le choix de la démocratie. Continuons de tout miser sur la diplomatie aujourd'hui pour que la prévention des conflits soit notre priorité demain.

Quatrièmement, les changements climatiques ébranlent tous nos espoirs.

2016 a été l'année la plus chaude de tous les temps et les 10 dernières années ont été plus chaudes que jamais.

Les températures moyennes continuent de grimper partout dans le monde, les glaciers reculent et le permafrost disparaît.

Des millions d'êtres humains sont menacés par l'élévation du niveau de la mer et les bouleversements climatiques de toutes sortes; les pertes matérielles se chiffrent quant à elles en milliers de milliards.

Le nombre de catastrophes naturelles a été multiplié par quatre depuis 1970.

Les États-Unis, suivis par la Chine, l'Inde, les Philippines et l'Indonésie, ont connu le plus grand nombre de catastrophes depuis 1995 – plus de 1 600, soit une tous les cinq jours.

Permettez-moi d'exprimer ma solidarité avec les habitants des Caraïbes et des États-Unis, qui viennent de subir l'ouragan Irma, la plus longue tempête de catégorie 5 jamais enregistrée.

Et Maria est déjà en route.

Même si nous devons nous garder d'établir systématiquement un lien entre tel ou tel phénomène météorologique et les changements climatiques, il n'en demeure pas moins que les modèles scientifiques montrent sans équivoque que les phénomènes extrêmes que nous connaissons actuellement correspondent précisément à la nouvelle réalité d'une planète en voie de réchauffement.

Nous avons dû inventer des mots pour décrire ce qui se passe : nous parlons désormais de méga-ouragans, de super-tempêtes, de « bombes de pluie ».

Il est temps de réduire les émissions qui nous conduisent au suicide. Nous en savons suffisamment aujourd'hui pour agir : les preuves scientifiques sont irréfutables.

J'exhorte les gouvernements à mettre en œuvre l'Accord de Paris, un instrument qui fait date, et à aller bien au-delà.

Je félicite les villes qui se fixent des objectifs audacieux.

J'accueille favorablement les initiatives prises par des milliers d'entreprises privées, y compris des sociétés pétrolières et gazières, qui font le pari d'un avenir propre, celui d'un avenir vert.

Comme le montrent les marchés énergétiques, l'économie verte est une économie qui marche.

Et la baisse du coût des énergies renouvelables est l'une des nouvelles les plus prometteuses pour la planète.

De même, de plus en plus d'éléments montrent que l'économie peut prospérer quand les émissions diminuent.

De nouveaux marchés, des emplois en plus grand nombre et de nouveaux créneaux créent des possibilités économiques qui se chiffrent en milliers de milliards.

Les faits sont là. Les solutions aussi.

Il appartient désormais aux dirigeants de rattraper le retard.

Cinquièmement, les inégalités croissantes minent les fondements de la société et le contrat social.

L'intégration des économies mondiales, l'expansion du commerce et les avancées technologiques spectaculaires ont apporté des bienfaits remarquables.

Plus de personnes se sont extirpées de la pauvreté extrême que jamais auparavant. La classe moyenne mondiale est aussi plus importante que jamais. Davantage de personnes vivent plus longtemps et en meilleure santé.

Mais les progrès ne sont pas équitables.

Nous voyons des disparités criantes dans les revenus, l'égalité des chances et l'accès aux résultats de la recherche et de l'innovation.

Huit hommes représentent autant de richesse mondiale que la moitié de l'ensemble de l'humanité.

Des régions, des pays et des communautés entiers restent loin des vagues de progrès et de croissance, livrés à eux-mêmes dans les « Rust Belts » de notre monde.

Cette exclusion a un prix : frustration, aliénation, instabilité.

Mais nous avons un plan visant à changer de cap – pour parvenir à une mondialisation équitable.

Ce plan est le Programme 2030.

La moitié de notre monde est de sexe féminin.

La moitié de notre monde a moins de 25 ans.

Nous ne pouvons pas atteindre les objectifs de développement durable sans tirer parti du pouvoir des femmes et nous appuyer sur l'énorme énergie des jeunes.

Nous savons à quelle vitesse peut s'opérer la transformation de nos jours.

Nous savons qu'avec une richesse et des actifs mondiaux équivalents à des milliards, nous ne sommes pas en manque de financements.

Trouvons la sagesse d'utiliser les outils, les plans et les ressources déjà entre nos mains pour parvenir à un développement durable et bénéfique à tous – un objectif en soi mais aussi notre meilleur instrument de prévention des conflits.

Le côté obscur de l'innovation est la sixième menace que nous devons affronter et il est passé de la frontière à la porte d'entrée.

La technologie continuera d'être au cœur des progrès partagés. Mais l'innovation, aussi essentielle soit-elle pour l'humanité, peut avoir des conséquences imprévues.

Les menaces liées à la cybersécurité s'accroissent.

La guerre cybernétique devient de moins en moins une réalité cachée. Elle est de plus en plus capable de perturber les relations entre États et de détruire certaines des structures et des systèmes de la vie moderne.

Les progrès dans le cyberspace peuvent certes autonomiser les personnes, mais ce qu'on appelle le « Dark Web » montre que certains utilisent ce potentiel pour nuire et asservir.

L'intelligence artificielle est une nouvelle donnée qui peut stimuler le développement et améliorer les conditions de vie de façon spectaculaire. Mais elle peut aussi avoir un effet dramatique sur les marchés du travail et, en fait, sur la société mondiale et sur le tissu social même.

Le génie génétique est passé des pages de la science-fiction au marché – mais il a engendré de nouveaux dilemmes éthiques non résolus.

À moins qu'elles ne soient traitées de manière responsable, ces avancées pourraient causer des dommages incalculables.

Les gouvernements et les organisations internationales ne sont tout simplement pas préparés à faire face à cette évolution.

La régulation, telle que nous la connaissons, est inopérante.

Il est clair que, face à de telles tendances et capacités, nous avons besoin d'un nouveau mode de réflexion stratégique, d'une pensée éthique et de nouvelles réglementations.

L'ONU est le lieu où les États Membres, la société civile, les entreprises et les universitaires peuvent se rassembler et débattre de la voie à suivre, dans l'intérêt de tous.

En dernier lieu, permettez-moi de parler de la mobilité humaine, qui pour moi n'est pas une menace, même si certains la considèrent ainsi. La mobilité pose des problèmes particuliers, mais si elle est bien gérée, elle peut unir notre monde.

Soyons clairs : nous ne faisons pas seulement face à une crise des réfugiés, mais aussi à une crise de solidarité.

Les pays ont le droit de contrôler leurs frontières. Mais cela ne doit pas se faire au détriment des droits des personnes qui cherchent ailleurs un avenir meilleur.

Au lieu de fermer nos portes et d'afficher notre hostilité, nous devons rétablir l'intégrité du régime de protection des réfugiés et simplement retrouver le sens de la compassion. Le nombre de réfugiés est un problème qui n'est pas insurmontable pourvu que, partout dans le monde, chacun assume pleinement sa part de responsabilité.

Mais de nombreux États ne se sont pas montrés à la hauteur de la situation.

Je félicite les pays qui ont accueilli des millions de personnes déplacées de force, avec un sens admirable de l'hospitalité. Nous devons redoubler d'efforts pour les aider dans cette tâche.

De même, nous devons tout mettre en œuvre pour faire face aux enjeux migratoires. La réalité est que la majorité des migrants se déplacent de façon ordonnée et apportent bien des choses aux pays qui les accueillent et à leurs pays d'origine.

C'est lorsque les migrations ne respectent pas les règles que les risques apparaissent – des risques pour les États, mais surtout des risques pour les migrants eux-mêmes au cours de leur dangereux voyage.

Les migrations existent depuis toujours.

Et elles continueront à exister, à cause des changements climatiques, de l'évolution démographique, de l'instabilité, des inégalités croissantes, des marchés du travail et de la volonté de mener une vie meilleure.

La réponse passe par l'instauration d'une coopération internationale qui aidera à encadrer les migrations de sorte que les bénéfices qu'elles apportent soient plus largement répartis et que les droits fondamentaux de toutes les personnes concernées soient protégés.

Mais mon expérience me permet de vous dire que la plupart des gens préfèrent réaliser leurs aspirations sans quitter leur pays d'origine.

Nous devons agir ensemble, la coopération au service du développement doit permettre de leur offrir cette possibilité.

Migrer devrait être un choix, et non une nécessité.

Il faut aussi que la communauté internationale s'engage plus fermement à lutter contre les trafiquants et à protéger leurs victimes.

Mais il faut être clair. Nous ne mettrons pas fin aux tragédies qui se déroulent en mer Méditerranée, dans la mer d'Andaman et ailleurs si nous ne facilitons pas les migrations régulières, dans l'intérêt des migrants comme des pays.

Je suis moi-même un migrant, comme bon nombre d'entre vous dans cette salle. Mais il ne serait venu à l'idée de personne que je puisse risquer ma vie à bord d'une embarcation de fortune ou traverser un désert à l'arrière d'un camion pour trouver un emploi dans un pays autre que mon pays d'origine.

Migrer dans de bonnes conditions de sécurité ne devrait pas être le privilège de l'élite mondiale.

Ni les réfugiés, ni les déplacés, ni les migrants ne sont un problème; le problème tient aux conflits, à la persécution et à la misère inéluctable.

Je souffre de voir la façon dont on dépeint les réfugiés et les migrants et dont on les prend pour boucs émissaires; je souffre de voir des responsables politiques exploiter le ressentiment à des fins électorales.

Dans le monde contemporain, il n'y a pas de société qui ne devienne multiculturelle, multiethnique et multireligieuse.

Cette diversité doit être vue comme une richesse et non comme une menace. Mais pour qu'elle porte ses fruits, nous devons agir en faveur de la cohésion sociale, de sorte que chacun ait le sentiment que son identité est respectée et qu'il est un membre à part entière de la collectivité.

Nous devons réformer notre monde et je suis résolu à réformer l'Organisation des Nations Unies.

Ensemble, nous nous sommes engagés sur la voie d'une réforme globale qui nous permettra :

- De bâtir un système des Nations Unies pour le développement qui aide les États à améliorer le sort des populations;
- De renforcer notre capacité de préserver la paix et la sécurité et de protéger les droits de l'homme;

– D’adopter des méthodes de gestion qui aillent dans le sens de nos objectifs au lieu d’entraver notre action.

Nous avons adopté une nouvelle stratégie de prévention de l’exploitation et des atteintes sexuelles axée sur les victimes.

Nous avons aussi une stratégie pour parvenir à la parité des sexes dans le système des Nations Unies et avons déjà fait des progrès.

Notre raison d’être est de servir les peuples du monde, d’alléger leurs souffrances et de les aider à réaliser leurs aspirations.

Nous venons de différentes régions du monde.

Nos cultures, nos religions et nos traditions offrent une grande diversité et, à mon avis, une grande richesse.

Parfois nos intérêts divergent.

Parfois même, nous sommes en conflit ouvert.

C’est justement pour cela que nous avons besoin des Nations Unies.

C’est précisément pour cela que le multilatéralisme est plus important que jamais.

Nous disons être la communauté internationale.

Il nous faut donc agir comme une communauté internationale.

Ce n’est qu’ensemble, en tant que nations unies, que nous pouvons tenir les promesses de la Charte et aider chacun à vivre dans la dignité.

Thank you. Choukran. Xie Xie. Merci. Spasibo. Gracias. Obrigado.